

## Au Journal officiel du 16 au 22 février 2019

25/02/2019

### Au Journal officiel du 16 au 22 février 2019

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 16 février 2018 :

- Arrêté du 6 février 2019 fixant les **montants des aides financières susceptibles d'être attribuées aux entreprises adaptées hors expérimentation** ;
- Arrêté du 6 février 2019 **revalorisant le montant de l'aide financière susceptible d'être attribué aux entreprises adaptées autorisées à mettre en œuvre l'expérimentation des contrats à durée déterminée tremplin** ;
- Arrêté du 13 février 2019 relatif à la **validation du visa de long séjour valant titre de séjour** . – *Abrogation de l'arrêté du 19 mai 2009 . – Fixe la date d'entrée en vigueur du décret n° 2018-1130 du 11 décembre 2018 au 18 février 2019.*

#### Au JO du 17 février 2018 :

- Décret n° 2019-105 du 15 février 2019 relatif à l'organisation de la **collecte de sang total en l'absence physique du médecin** . – *Modification du Code de la santé publique.*

#### Au JO du 20 février 2018 :

- Décret n° 2019-108 du 18 février 2019 portant publication de **l'accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ensemble deux annexes)** , signé à Bruxelles le 1er avril 2015. – *Protocole de Kyoto publié par le décret n° 2005-295 du 22 mars 2005 ;*
- Décret n° 2019-110 du 18 février 2019 portant **publication de la notification du Conseil fédéral suisse relative à l'adhésion du canton du Valais à l'accord du 30 octobre 1979 concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés, faite en vertu de l'article 4 dudit accord le 22 octobre 2010** . – *Modification du décret n° 82-185 du 18 février 1982 ;*
- Arrêté du 15 février 2019 relatif au **cahier des charges des lieux d'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile** ;
- Arrêté du 15 février 2019 relatif au **cahier des charges des centres d'accueil pour demandeurs d'asile** ;
- **Conseil d'État, avis n° 422283 du 13 février 2019** ;
- **Conseil d'État, avis n° 425568 du 13 février 2019** .

#### Au JO du 21 février 2018 :

- Ordonnance n° 2019-116 du 20 février 2019 portant **transposition de la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 30 juillet 2020 ;*
- Arrêté du 19 février 2019 relatif à la **date de publication du dernier des actes délégués adoptés par la Commission européenne sur le fondement de l'article 54 bis de la directive 2001/83/ CE du**

**Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain** . – *Entrée en vigueur le 9 février 2019 des dispositions mentionnées au II de l'article 8 du décret n° 2012-1562 du 31 décembre 2012 ;*

- Arrêté du 12 février 2019 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers** . – *Règlement homologué par arrêté du 12 octobre 2004 ;*
- Arrêté du 31 janvier 2019 définissant les **modèles de présentation et les modalités de transmission à l'administration des indicateurs et du niveau de résultat en matière d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'entreprise** ;
- Arrêté du 30 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2010 relatif aux **conditions d'application de dispositions concernant les prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété** . – *Modification de l'arrêté du 30 décembre 2010.*

**Au JO du 22 février 2018 :**

- Arrêté du 18 février 2019 modifiant l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif à la **mise en œuvre de la garantie des dépôts, au plafond d'indemnisation et aux modalités d'application de l'article L. 312-4-1 du Code monétaire et financier et précisant les modalités d'application du 13° de l'article L. 312-16 du Code monétaire et financier afin de tenir compte des modifications des contrats d'affacturage** . – *Modification de l'arrêté du 17 octobre 2015.*

**La Rédaction législation**

© LexisNexis SA